



L'échec de la super-commission sur la dette Effet limité sur 2012, mais défis majeurs pour les États-Unis

JULIEN TOURREILLE

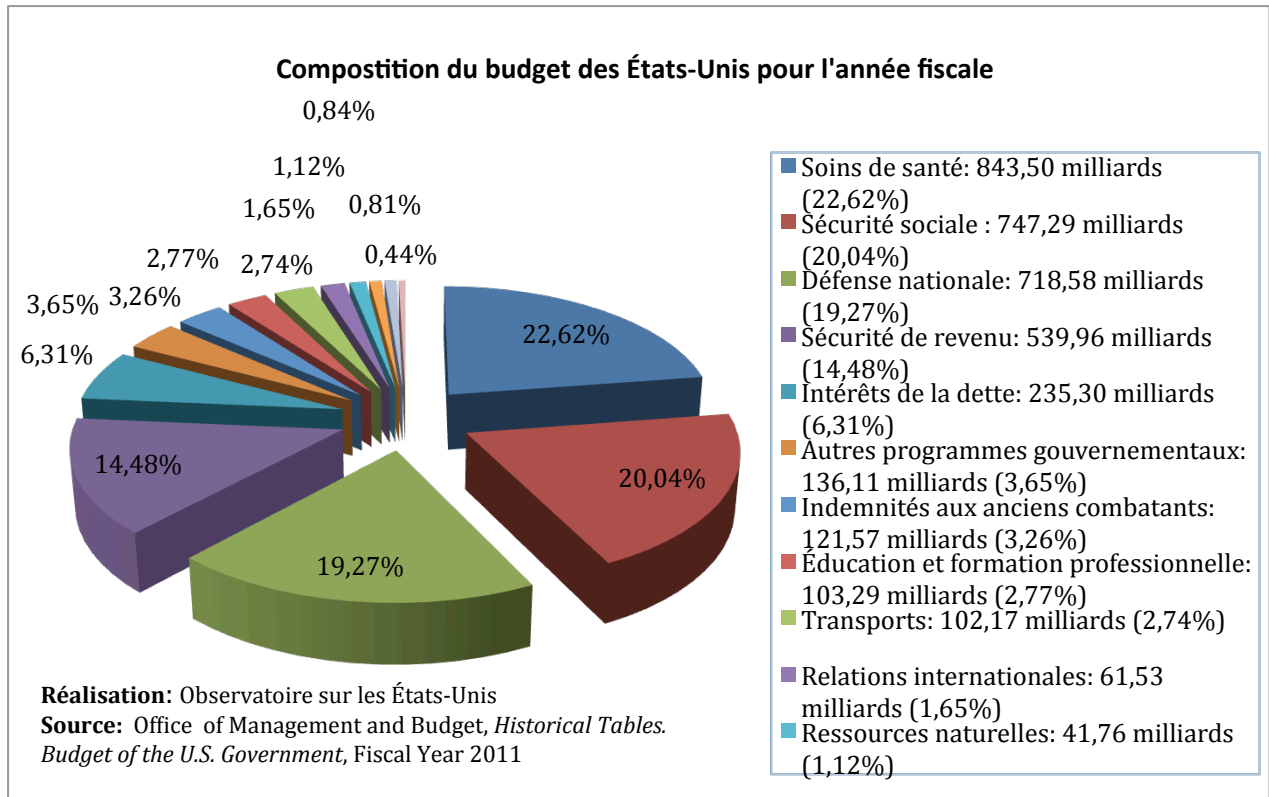
Directeur adjoint, Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand

Fin novembre, la commission mixte du Congrès pour la réduction du déficit budgétaire échouait à parvenir à un accord. En vertu des dispositions de la loi sur le contrôle du budget adoptée en août 2011, cette commission mixte devait développer un plan d'économies budgétaires d'au moins 1200 milliards de dollars sur 10 ans. Faute d'entente, un mécanisme automatique devrait donc imposer, à partir de janvier 2013, des coupures dans les dépenses du gouvernement fédéral. Cet échec ne devrait cependant pas avoir de conséquences directes sur la campagne électorale déjà en cours. Il met toutefois de l'avant deux enjeux qui devraient se retrouver au cœur des débats pour les élections du 6 novembre 2012 : le niveau préoccupant de la dette américaine et la redéfinition des objectifs de politique étrangère.

Des coupes budgétaires automatiques

Les coupes budgétaires automatiques devant prendre effet à partir de janvier 2013 sont réparties de façon quasi égale entre les dépenses de défense et les dépenses civiles. Les premières devraient être réduites d'environ 455 milliards de dollars d'ici 2021. Les secondes devraient diminuer de 464 milliards de dollars sur la même période. À ces diminutions de dépenses s'ajoutent des économies liées à la réduction des emprunts nécessaires pour les financer. Le niveau global de coupes budgétaires d'ici 2021 devrait ainsi atteindre les 1200 milliards de dollars¹.

Trois autres aspects de ce programme de coupes automatiques des dépenses de l'État fédéral doivent être soulignés. Premièrement, les programmes de protection sociale, tels que Medicaid, Social Security, ou encore les bons alimentaires, ne seront pas affectés. Deuxièmement, la réduction du déficit de l'État passe exclusivement par la baisse des dépenses. Aucune hausse des impôts, que ce soit pour les particuliers ou pour les entreprises, n'est prévue². Troisièmement, le Congrès dispose encore d'un peu plus d'un an pour parvenir à une entente sur la réduction des dépenses et les nouveaux élus issus du scrutin du 6 novembre 2012 pourront disposer de quelques mois début 2013 pour tenter de parvenir à un accord. Pour si drastique qu'apparaisse le mécanisme de coupes automatiques initié par l'échec de la commission mixte du Congrès pour la réduction du déficit budgétaire, il est donc loin d'être acquis que celles-ci soient effectives.

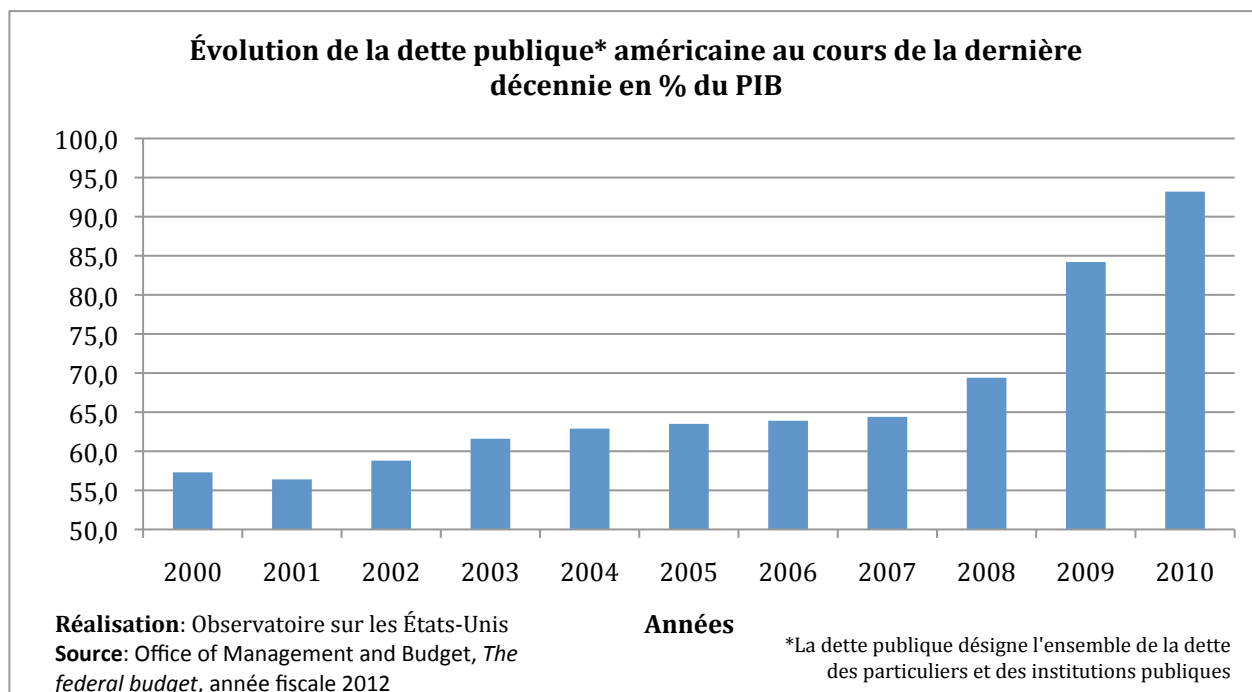


Un système politique inefficace et une dette de plus en plus préoccupante

Cet épisode souligne cependant le problème de plus en plus préoccupant de l'endettement des États-Unis et l'incapacité des décideurs politiques actuels à y faire face. Au moment même où il semblait évident que la commission mixte du Congrès ne parviendrait pas à un accord, la dette américaine franchissait le seuil symbolique des 15 000 milliards de dollars, soit prêt de 100 % du PIB³.

Républicains et Démocrates ont sans surprise dénoncé l'intransigeance du parti adverse pour expliquer l'échec de cette commission. La population américaine considère quant elle les deux partis comme sensiblement responsables de cet échec : 44 % et 38 % des répondants à un sondage de l'Université Quinnipiac du 21 novembre blâment respectivement les Républicains et les Démocrates⁴.

Au-delà, l'incapacité des législateurs à trouver un compromis sur un enjeu aussi important que la lutte contre la dette alimente sans conteste le scepticisme quant à l'efficacité du Congrès. Le taux d'opinions favorables à l'endroit de cette institution était ainsi de 12 % en moyenne mi-novembre 2011, contre 43 % environ pour le président Obama à la même période⁵. Les investisseurs qui financent la dette des États-Unis, au premier rang desquels la Chine, pourraient également commencer à douter de la capacité du système politique américain à régler un problème structurel majeur. Dans cette perspective, l'abaissement par l'agence de notation *Standard & Poor's* de la note attribuée à la dette américaine, de AAA+ à AA+, et une décision semblable rendue par l'agence *Fitch* ces derniers jours constituent des avertissements sérieux⁶.



Une opportunité pour redéfinir les objectifs de politique étrangère

La sécurité nationale américaine peut-elle pâtir des coupes budgétaires qui devraient être imposées au département de la Défense à partir de janvier 2013 ? L'appareil militaire va-t-il en être « paralysé » comme le dénonçait, le 22 novembre 2011, le président de la commission de la Chambre des représentants sur les forces armées⁷ ? Depuis l'été 2011, de nombreux décideurs et observateurs s'inquiètent en effet de la perspective de coupures obligatoires qui devraient avoisiner les 455 milliards de dollars et qui s'ajouteraient à des réductions de dépenses d'un niveau similaire déjà envisagées par le Pentagone. Certains y voient en effet des gesticulations politiques qui ne tiennent pas compte des risques de l'environnement international et qualifient de telles coupures de « menaces non traditionnelles à la sécurité des États-Unis »⁸. D'autres dénoncent le fait que de telles coupures devraient affecter l'ensemble des programmes, sans tenir compte de leur pertinence ni de leur efficacité⁹.

Une réduction de l'ordre de 10 % du budget du Pentagone est tout à fait envisageable tant ses dépenses pourraient être rationalisées. L'austérité budgétaire aurait surtout pour vertu d'obliger les décideurs américains à réévaluer leurs intérêts et priorités stratégiques et à limiter le recours à la force pour réaliser ceux-ci. La manne financière du département de la Défense est tellement supérieure à celle du département d'État que les administrations présidentielles successives en ont fait l'outil privilégié pour résoudre des problèmes internationaux souvent complexes. Les résultats n'ont pas toujours été probants comme l'illustrent les difficultés rencontrées en Irak suite au renversement de Saddam Hussein et en Afghanistan depuis 2001¹⁰. Avec l'échec de la super-commission sur la dette, le débat sur l'avenir des finances américaines et les nécessaires réorientations des politiques américaines reste donc entier.

¹ Jonathan Allen, « Mandatory budget cuts after supercommittee failure will trigger pain for some », *Politico.com*, 28 novembre 2011.

² Idem.

³ Hayat Gazzane, « La dette américaine dépasse les 15.000 milliards de dollars », *LeFigaro.fr*, 17 novembre 2011

⁴ Seung Min Kim, « Supercommittee shame ? Hardly », *Politico.com*, 1^{er} décembre 2011

⁵ Voir *RealClearPolitics.com*, http://www.realclearpolitics.com/epolls/other/president_obama_job_approval-1044.html et http://www.realclearpolitics.com/epolls/other/congressional_job_approval-903.html [consultés le 2 décembre 2011]

⁶ Eric Randall, « Fitch Lowers U.S. Credit Outlook to 'Negative' After the Super Committee's Failure », *TheAtlanticWire.com*, 28 novembre 2011

⁷ *Bloomberg.com*, « \$1 Trillion Pentagon Budget Cut Is Possible but Not Wise: View », 27 novembre 2011

⁸ Anthony Cordesman et Bradley Bosserman, « DEfense Budget Cuts and Non-traditional Threats to US Strategy : An Update », *CSIS.org*, 17 novembre 2011.

⁹ *Bloomberg.com*, *ibid.*

¹⁰ Julien Tourreille, « La crise de la dette peut-elle conduire à une diminution des dépenses militaires américaines ? », *Le Devoir*, 18 août 2011